



**INSTITUTION ADOUR**

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Siège : Conseil Général des Landes**

**Président : Monsieur Jean-Claude DUZER**

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Mercredi 2 juillet 2014 à 14h00**

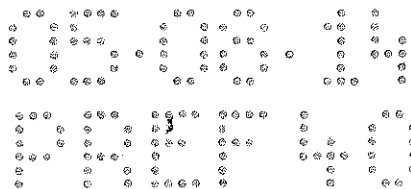
**Conseil Général des Landes  
Salle Henri Lavielle**

## **EXTRAIT DU PROCES VERBAL**

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, CAUSSE, CHANTRE, COUTURE, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CASTAINGS et LAJUX

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, DARRIEUX, FAUQUE et VERDIER



Délégation de Service Public Retenue de La Barne

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour a engagé la réalisation dans le département du Gers d'une retenue collinaire de 1 000 000 m<sup>3</sup> sur le ruisseau de la Barne au nord-est du croisement de la route départementale RD 373 et du chemin communal qui mène à Jû Belloc.

Cette retenue s'inscrit dans le programme de réduction des déficits identifiés dans le Plan de Gestion des Etiages de l'Adour validé en 2012. Ces déficits de l'ordre de 15,3 Mm<sup>3</sup> sur l'Adour en amont d'Aire sur l'Adour ont été confirmés par l'étude sur les volumes prélevables. Le projet de La Barne a ainsi été retenu dans les volumes prélevables notifiés au mois de mai 2012 par le Préfet coordonnateur du bassin Adour Garonne.

L'objectif de cette retenue est de réduire les prélèvements sur l'Adour et de réaliser une substitution par l'apport du réservoir de la Barne, sans apport particulier à l'Arros et sans prélèvement agricole supplémentaire.

La mise en service de l'ouvrage permettra de substituer une partie de la dérivation de l'Adour aux Charrutots en période d'étiage afin de sécuriser le débit de l'Adour à Aire sur l'Adour et donc de retarder la mise en place du plan de crise.

La construction de la retenue de la Barne a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation interdépartemental en date du 29 novembre 2013.

Les travaux de construction ont débuté au mois de juin 2014 pour une durée prévisionnelle de 10 mois afin de permettre une mise en service à l'étiage 2015.

L'Institution Adour envisage de confier la gestion de ce futur équipement à un délégataire.


Il est donc proposé au Conseil d'Administration :

- D'adopter le principe de la gestion déléguée des ouvrages hydrauliques, dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue après une procédure de mise en concurrence conduite en conformité avec les dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public de l'ouvrage hydraulique de la Barne selon les principes exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Ces principes sont les suivants :

- La convention aura pour objet l'exploitation par voie d'affermage de l'ouvrage hydraulique de La Barne
- L'affermage prévoira par ailleurs la mise en œuvre par le fermier de tout moyen nécessaire à l'exploitation des ouvrages
- Le fermier devra maintenir en bon état de fonctionnement les équipements
- La convention d'affermage aura une durée de 10 ans

.../...

- 
- Le fermier se rémunérera auprès des usagers de l'ouvrage hydraulique
  - Une redevance sera versée à l'Institution Adour par le délégataire dont les conditions seront fixées dans la convention.
  - Une compensation d'obligation de service public pourra être versée par l'Institution Adour au futur délégataire. Les conditions de cette compensation seront fixées dans la convention.
  - La conclusion d'une convention de délégation de service public implique la mise en œuvre préalable d'une procédure de publicité et mise en concurrence régie par les articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## D E C I D E

Vu la construction en cours de la retenue de La Barne et sa mise en eau prévue pour l'étiage 2015 ;

Vu l'exposé des motifs et la note explicative de synthèse ;

Vu le rapport présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire ;

Vu les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

### Article 1

- D'adopter le principe de la gestion déléguée de l'ouvrage hydraulique de La Barne
- D'approuver le contenu du rapport ci-annexé
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public conformément aux articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, visant à sélectionner le futur délégataire, lequel devra exploiter le service conformément aux principes retenus dans le rapport annexé à la présente délibération.
- D'autoriser le Président à accomplir tous les actes rendus nécessaires par le déroulement de la procédure et notamment à négocier librement les offres conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

.../...



## Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

## Article 3

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
Conseil Général des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER



**INSTITUTION ADOUR**

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



---

## Rapport sur le principe de la Délégation du Service Public

---



## ADOUR GARONNE - RAPPEL DU CONTEXTE

L'Institution Adour a engagé la réalisation dans le département du Gers d'une retenue collinaire de 1 000 000 m<sup>3</sup> sur le ruisseau de la Barne au nord-est du croisement de la route départementale RD 373 et du chemin communal qui mène à Jû Belloc.

Cette retenue s'inscrit dans le programme de réduction des déficits identifiés dans le Plan de Gestion des Etiages de l'Adour validé en 2012. Ces déficits de l'ordre de 15,3 Mm<sup>3</sup> sur l'Adour en amont d'Aire sur Adour ont été confirmés par l'étude sur les volumes prélevables. Le projet de La Barne a ainsi été retenu dans les volumes prélevables notifiés au mois de mai 2012 par le Préfet coordonnateur du bassin Adour Garonne.

L'objectif de cette retenue est de réduire les prélèvements sur l'Adour et de réaliser une substitution par l'apport du réservoir de la Barne, sans apport particulier à l'Arros et sans prélèvement agricole supplémentaire.

La mise en service de l'ouvrage permettra de substituer une partie de la dérivation de l'Adour aux Charrutots en période d'étiage afin de sécuriser le débit de l'Adour à Aire sur l'Adour et donc de retarder la mise en place du plan de crise.

La construction de la retenue de la Barne a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation interdépartemental en date du 29 novembre 2013.

Les travaux de construction ont débuté au mois de juin 2014 pour une durée prévisionnelle de 10 mois afin de permettre une mise en service à l'étiage 2015.

L'Institution Adour envisage de confier la gestion de ce futur équipement à un délégataire.

La première étape de cette procédure prévue par l'article L1411-4 du Code général des collectivités territoriales conduira le Conseil d'administration à délibérer sur le principe du recours à la délégation de service public.

Le présent rapport présente le projet de délégation de service public puis les principales caractéristiques du contrat envisagé.

## II - PRESENTATION DU PROJET DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

### A - Le choix entre gestion directe ou gestion déléguée

Il existe deux solutions différentes de gestion d'un service public local, la gestion directe et la gestion déléguée.

1- La **gestion directe** consiste à faire supporter directement par l'INSTITUTION l'exploitation du service.

Elle le gère avec ses moyens budgétaires, ses biens, ses agents et les décisions relatives à l'organisation du service sont édictées dans le cadre de leurs compétences respectives par l'organe délibérant et par l'organe exécutif.

2- La **gestion déléguée** consiste à confier à un tiers, personne publique ou privée, l'exploitation du service.

Le délégataire assurera alors l'exploitation du service à ses risques.

### B - Les différents modes de gestion déléguée

Une fois le principe de la gestion déléguée arrêté par l'assemblée délibérante, il convient de choisir selon quelles modalités sera accordée la délégation.

Le choix sera fonction tant des prestations demandées au délégataire que des équilibres économiques du futur contrat.

Il existe en effet trois catégories différentes de délégation de service public.

1- La **concession de service public** confie au délégataire, en plus de l'exploitation du service, la charge des investissements immobiliers ou mobiliers à réaliser.

Ce type de délégation est particulièrement adapté lorsque les équipements nécessaires à l'exploitation du service n'existent pas encore, ou lorsque l'autorité délégante entend confier au nouveau délégataire d'importants travaux d'investissement.

La rémunération du délégataire s'effectue directement sur l'utilisateur.

La durée d'une concession de service public est, par définition, très longue car elle doit permettre au délégataire d'amortir les investissements qu'il a effectués, et de dégager un bénéfice de l'exploitation du service.

2- L'**affermage** confie au délégataire l'exploitation d'un service, dont les équipements sont déjà existants.

Le délégataire n'a pas d'investissement à réaliser, les biens nécessaires à l'exploitation du service étant mis à disposition par le délégant.





Comme dans la concession, le délégataire est directement rémunéré par les usagers.

Il supporte dès lors une part substantielle des risques de l'exploitation du service.

Il paie une redevance de mise à disposition au délégant.

Ce montage est retenu lorsque l'exploitation du service n'est pas structurellement déficitaire et lorsque le futur délégataire n'a pas d'investissements de premier établissement à réaliser.

3- La régie intéressée confie au délégataire, comme dans les autres conventions, l'exploitation du service.

Cependant le délégataire est rémunéré par le délégant, et non pas par les usagers.

Il perçoit en effet les sommes payées par les usagers pour le compte du délégant, et les lui reverse.

La rémunération versée par le délégant comporte généralement une part fixe forfaitaire et une part variable en fonction des résultats de l'exploitation.

Cette rémunération est liée de manière substantielle au résultat de l'exploitation du service.

Cette solution est particulièrement adaptée aux services structurellement déficitaires, ou ne produisant pas suffisamment de recettes pour assurer la rémunération du Délégataire.

## C - Le mode de gestion retenu

### *Choix d'une gestion déléguée*

La gestion d'un ouvrage comme celui de La Barne demande une connaissance professionnelle forte de cette activité et une adaptabilité aux exigences de ce service. Or, l'INSTITUTION ADOUR ne dispose pas aujourd'hui des capacités techniques en interne lui permettant d'assurer le bon fonctionnement de ce service. Il est donc apparu plus pertinent de déléguer cette gestion à des professionnels qui auront une expérience plus solide, une implication forte qui, de ce fait, pourront assurer la bonne rentabilité des équipements.

Dès lors, et afin d'assurer l'exécution du service dans les meilleures conditions possibles, elle envisage d'en confier l'exploitation à un tiers, par le biais d'une convention de délégation de service public.

Le mode de gestion retenu est l'affermage. En effet, aucun investissement immobilier ne sera mis à la charge du délégataire, de sorte que le contrat de concession de service n'est pas adapté.

En outre, le service est à priori suffisamment rentable, pour que l'INSTITUTION ADOUR n'ait pas à verser une part de rémunération forfaitaire au délégataire.

Le service public de l'exploitation d'ouvrages hydrauliques est un service public à caractère industriel et commercial.





Dès lors, la formule de la délégation de service public la plus adaptée aux particularités du service semble être l'affermage.

#### D - Présentation de la procédure de délégation de service public

L'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit ainsi que :

*« Une délégation de service public est un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un délégataire public ou privé, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages ou d'acquérir des biens nécessaires au service. »*

La convention de délégation de service public a pour effet de transférer l'exploitation du service public à un tiers public ou privé (« délégataire »).

La personne publique (« délégant ») charge ainsi le délégataire de gérer le service pour son compte. La rémunération du délégataire est alors directement liée à l'exploitation du service.

La conclusion d'une convention de délégation de service public implique la mise en œuvre préalable d'une procédure de publicité et mise en concurrence régie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

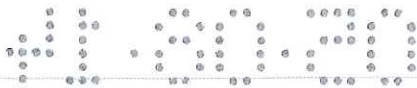
Dans un premier temps, sont sélectionnés les candidats présentant des garanties professionnelles et financières suffisantes et démontrant leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, ainsi que le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Le délégant adresse ensuite aux candidats un document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les conditions de tarification du service.

Il s'en suit une phase de négociations au terme de laquelle l'exécutif de l'autorité délégante choisit le délégataire.

Ce choix est ensuite soumis à l'assemblée délibérante.





## III - PRESENTATION DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT ENVISAGE

### 1. Objet de la délégation :

Le contrat envisagé confiera au délégataire la gestion et l'exploitation de la retenue de La Barne. Ce service comprend plusieurs activités :

- L'exploitation de l'ouvrage dont notamment le respect des consignes administratives de gestion, la surveillance et l'entretien des installations,
- La réalisation de travaux mis à la charge du délégataire,
- Les relations avec les usagers du service,
- Les obligations réglementaires et le suivi de la qualité de l'eau des retenues.

### 2. Equipements mis à disposition

Les biens et équipements mis à la disposition du futur délégataire sont les suivants :

Aménagement

Barrage

Evacuateur de crue

Ouvrage de prise et de vidange

Ouvrages de restitution

Ouvrage de remplissage complémentaire dans le canal de Cassagnac

Dispositif de télégestion et de télémesures

L'ouvrage étant en construction cette liste pourra être amendée et affinée après réception des travaux.

### 3. Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée de 10 ans à compter de la mise en service de la retenue prévue pour l'étiage 2015 soit le 1<sup>er</sup> mai 2015 (date prévisionnelle) conformément à l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 4. Conditions financières

#### Exploitation aux risques et périls

Le délégataire exploite le service à ses risques et périls. Dans ce cadre, il perçoit directement sur les usagers les tarifs d'utilisation des ouvrages hydrauliques. Une compensation d'obligation de service public pourra être prévue.





### Rémunération du délégataire

Le délégataire se rémunérera par les recettes tirées de l'exploitation du service public délégué et toutes les recettes annexes éventuelles prévues par la convention.

### Elaboration des conditions tarifaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions tarifaires, à savoir tarifs et paramètres ou indices d'évolution de ces tarifs, seront déterminées dans la convention de délégation de service public.

Elles constitueront l'un des critères d'analyse des offres proposées par les candidats.

### Versement d'une redevance par le Délégataire à l'INSTITUTION ADOUR

La base de calcul de la redevance sera fixée en lien avec le délégataire retenu.

### Transfert de déduction du droit de récupération de la TVA

Dans la mesure où l'INSTITUTION ADOUR réaliserait des travaux en vue de l'exploitation d'une activité qui sera ensuite confiée par le biais d'une délégation de service public, L'Institution bénéficie du transfert du droit à récupération de TVA en application de l'article 210-annexe 2 du Code Général des Impôts.

## **5. Sous-traitance**

L'INSTITUTION ADOUR peut autoriser le délégataire à sous-traiter partiellement les services qui font l'objet du présent contrat.

Le délégataire en fera la demande expresse auprès de l'INSTITUTION ADOUR en indiquant le nom ou la raison sociale du sous-traitant envisagé et la mission dont la sous-traitance est envisagée.

Le refus exprès sera motivé par des considérations tirées de l'intérêt général.

En tout état de cause, le délégataire reste seul entièrement responsable vis-à-vis de l'INSTITUTION ADOUR de l'exécution des services sous-traités, ainsi que de toutes les obligations nées du présent contrat, à charge pour lui de se retourner contre son sous-traitant.

De ce fait, la durée du contrat de sous-traitance correspond à la durée maximale du présent contrat.

La fin anticipée de la délégation de service public met fin de plein droit au contrat de sous-traitance.







Le délégataire se porte fort du respect de cette stipulation dans le contrat de sous-traité.

## 6. Subdélégation et cession du contrat

La convention de délégation de service public étant conclue *intuitu personae*, toute cession ou subdélégation ultérieure devra être soumise à l'accord préalable de l'INSTITUTION ADOUR.

## 7. Production des comptes - contrôle

Le délégataire devra satisfaire aux obligations définies à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces obligations seront précisées et détaillées dans la convention.

## 8. Sanction résolutoire pour faute

L'INSTITUTION ADOUR se réservera le droit de résilier le contrat, notamment dans les hypothèses suivantes, lesquelles pourront être complétées dans le contrat :

- En cas de fraude ou de malversation de la part du délégataire constatée, le cas échéant, par décision de justice,
- En cas de liquidation judiciaire du délégataire,
- En cas de faute lourde du délégataire, notamment l'absence de prise en charge des installations du service,
- En cas de sous-traitance ou de cession du contrat à un tiers sans l'autorisation préalable du délégant.

## 9. Pénalités pour retard

En cas de retard du délégataire dans l'exécution de ses obligations contractuelles et notamment en ce qui concerne la production des comptes du service et du rapport prévue par l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'INSTITUTION ADOUR pourra infliger une pénalité par jour de retard à définir dans la convention de délégation.

Les pénalités seront complétées dans le contrat.



## 10. Fin du contrat

### Absence de reconduction tacite.

Toute reconduction tacite de la convention sera prohibée.

Le renouvellement de la convention emportant délégation du service public ne pourra s'effectuer que conformément à l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le non-renouvellement de la convention n'entraînera aucune indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties.

### Résiliation anticipée de la convention par le délégant

L'INSTITUTION ADOUR pourra toujours mettre fin, par anticipation, à la délégation pour un motif tiré de l'intérêt général et ce, selon des modalités d'indemnisation à prévoir dans la convention de délégation.

### Sort des biens en fin de contrat

Le délégataire sera tenu de remettre tous les biens, équipements et installations affectés au service et mis à sa disposition pour son exploitation en bon état d'entretien et de fonctionnement, et le cas échéant, libres de toute hypothèque, privilège ou nantissement.

Le Président

